

[Text]

I think that the advisory role to the Prime Minister will increase, since it is maintained in the legislation and is a responsible and mature relationship that we enjoy with government.

We clearly disagree with the official government position so far on NAFTA, for example. We are strongly in favour of a much stronger NACE. It is the price we have to pay if we want NAFTA, and certainly it is a terrific opportunity to integrate the environmental, economic and social decision-making process throughout the American continent. Senator, I know you have a long-time interest in that area through the North American Institute, and I think the North American Commission of the Environment could be a terrific sister organization to yours with a legislative base in the NAFTA provisions.

The other thought I have, though, about why there might not be general agreement that Canada made a serious mistake in going forward with Oldman, lies in the multi-stakeholder nature of our group. It may be very difficult, in fact, to reach a consensus on some of those kinds of things. I know, for example, that Susan Holtz, the Quaker environmentalist from Nova Scotia, would have quite a different view about the Kemano project, as might Lester Lafond, an Indian from Saskatchewan, than, say, David Morton, who is the CEO of Alcan, and who was actually the defendant in that case.

Therefore, because we necessarily must be making decisions on the basis of consensus, I think that there might well be issues such as those that I have just mentioned where the organization would probably recognize that it would be difficult to develop a consensus. However, if we could, then we would try to live up to the mandate in our legislation.

Senator Austin: Your objectives, then, will be strategic, process- and institution-building rather than being an advocate for specific kinds of solutions?

Mr. Doering: We would be an advocate for sustainable development, which itself is —

Senator Austin: Rather than in generic terms?

Mr. Doering: Yes, I think so. But again, it would be a function of our multi-stakeholder quality.

We are clearly still advisory in providing important advice to the government. We provided quite a lot of advice to the government under our prosperity-sustainability initiative relating to subsidies, for example. The government has clearly not taken our advice, and we think they should have done. There

[Traduction]

J'estime que ce rôle consultatif auprès du premier ministre est appelé à augmenter, étant donné que cette tâche est confirmée dans le projet de loi et que c'est le fondement des rapports de réflexion et de responsabilité que nous entretenons avec le gouvernement.

Jusqu'ici, par exemple, nous ne sommes pas du tout d'accord avec la position adoptée par le gouvernement à l'égard de l'ALÉNA. Nous revendiquons un rôle beaucoup plus fort pour la CNAE. Il faut passer par là si nous voulons conclure l'ALÉNA et il est clair que cela représente une excellente occasion d'intégrer, au niveau de l'Amérique du Nord, les processus décisionnels touchant l'environnement, l'économie et le domaine social. Sénateur, je sais que, dans le cadre de l'Institut de l'Amérique du Nord, vous vous intéressez depuis longtemps à ce domaine et je crois que la Commission nord-américaine de l'environnement, solidement inscrite dans le texte même de l'ALÉNA, ne pourrait que renforcer l'action de l'organisme auquel vous êtes lié.

J'estime, cependant, que certains aurons du mal à reconnaître que le Canada a commis une grave erreur en se lançant dans la construction du barrage Oldman. Cela provient de la composition multipartite de la Table ronde. Sur certaines questions il peut donc être extrêmement difficile de dégager un consensus. Je sais, par exemple, que Susan Holtz, de Nouvelle-Écosse, spécialiste de l'environnement et Quaker, aura du projet de Kemano, une opinion tout à fait différente de celle de Lester Lafond, un indien de la Saskatchewan ou, disons, de David Morton, président de l'Alcan et défendeur dans cette affaire.

Ainsi, étant donné que nos décisions doivent être fondées sur un consensus, il se peut très bien que, dans certains cas tels que ceux que je viens d'évoquer, l'organisation ait à reconnaître le caractère problématique d'un tel consensus. Cela dit, nous ferons de notre mieux pour remplir la mission qui nous est confiée par la loi.

Le sénateur Austin: Vos objectifs sont donc de nature stratégique et il s'agit, plutôt que de promouvoir tel ou tel type de solutions, de contribuer à la création et au développement de divers mécanismes et de diverses institutions?

M. Doering: Nous serons les défenseurs du principe du développement durable, ce qui, en soi est. . .

Le sénateur Austin: Plutôt que de solutions plus spécifiques?

M. Doering: Oui, je le pense. Mais, je le répète, cela découle naturellement de la diversité de nos intervenants.

Auprès du gouvernement, nous occupons une fonction essentiellement consultative. Nous avons, par exemple, fourni au gouvernement de nombreux conseils en matière de subventions, dans le cadre de notre initiative de pérennité du développement et prospérité. Il est clair que le gouvernement